

Édito

Face à l'antiféminisme, s'armer de savoirs

Alix Heiniger, Marie Mathieu, Pauline Milani et Amel Mahfoudh

Un certain sentiment d'urgence nous a saisies face à l'ampleur et au succès des récentes offensives antiféministes, comme le hashtag « ton corps, mon choix » qui a accompagné la seconde élection de Trump à la présidence des États-Unis. À l'aune du contexte sociopolitique mondial, il nous apparaissait important en tant que féministes d'éclairer ce phénomène dans son ampleur globale. C'est la raison pour laquelle ce *Grand angle* consacré à l'antiféminisme propose la traduction de quatre articles portant sur une diversité de configurations ainsi qu'un entretien croisant le regard de deux spécialistes de ce thème. Car, au-delà des quelques actions visibilisées par les médias, qui ne sont que la part émergée de l'*iceberg*, l'antiféminisme en tant que contre-mouvement hostile aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ est loin d'être récent et prend des formes moins spectaculaires, mais tout aussi dangereuses. Défini par la politiste Diane Lamoureux « comme un mouvement d'opposition au féminisme, qui s'en prend à ce dernier en tant que mouvement social et aux féministes comme porteuses de ce mouvement » (Lamoureux, 2019: 54), l'antiféminisme a en effet toujours cherché à contrer les revendications féministes de par le monde (Amnesty, 2025), et à défaire les acquis obtenus de haute lutte.

Au regard de cette longue histoire, force est de constater que la recherche ne s'est pourtant emparée que récemment de l'objet d'étude. L'ouvrage de la journaliste féministe Susan Faludi, *Backlash*, paru en 1991 et traduit en français en 1993, peut être considéré comme un puissant détonateur pour les féministes. Sans être le premier à s'intéresser à la question, il marque un tournant dans la prise de conscience du caractère fragile de nos avancées. Dans les années qui ont suivi, des historiennes décident d'enquêter sur l'antiféminisme. Ayant repéré certaines de ses marques dans les productions culturelles et identifié des résistances aux droits humains et politiques des femmes, elles renseignent les formes passées de ce fait social et ses évolutions au cours du temps. Deux ouvrages font date: en France, l'historienne

Christine Bard lance les premières études sur la question dans un ouvrage retraçant un siècle d'antiféminisme (1999) tandis que, en Allemagne, Ute Planert publie une recherche sur l'antiféminisme dans l'Empire (1998). L'enjeu est dès lors de définir l'antiféminisme et de se doter d'outils pour le distinguer de formes de sexismes plus élémentaires ou de la misogynie, avec lesquelles il est bien souvent confondu.

Alors qu'en 1999, Christine Bard estimait qu'il constituait un phénomène diffus, reposant sur des individus le plus souvent isolés, mais ayant une forte capacité à imprégner l'idéologie dominante (Bard, 1999: 22), les chercheur·ses spécialistes de ce domaine s'accordent aujourd'hui à le considérer comme un vrai contre-mouvement social, composé de divers groupes et individus qui se rejoignent dans une cause commune : préserver le pouvoir des hommes sur les femmes et, par conséquent, contrer les féministes. Comme le soulignent Anne-Marie Devreux et Diane Lamoureux (2012: 20),

L'antiféminisme, quelle que soit la forme qu'il prend pour s'exprimer, apparaît comme un combat logique si l'on se souvient que les rapports sociaux de sexe sont un antagonisme opposant les intérêts des femmes à réduire et à faire disparaître la domination qu'elles subissent de la part des hommes et les intérêts de ces derniers à préserver les bénéfices de cette domination. (Devreux, 2004; 2009)

Les deux autrices nous enjoignaient à ne pas refuser ce combat en l'ignorant, mais à le mener « en actualisant sans cesse nos connaissances sur ses cibles et en démontant ses méthodes. Jusqu'à ce que ce combat anti-féministe se voie réduit à un baroud d'honneur » (Devreux et Lamoureux, 2012: 20). C'est dans cet esprit que nous avons décidé d'élaborer le *Grand angle* de ce numéro et de rendre compte de l'actualité des savoirs sur l'antiféminisme dans le monde. Sans prétention d'exhaustivité, nous souhaitons éclairer les stratégies contemporaines de ce mouvement réactionnaire, identifier ses acteur·rices et ses cibles, et bien sûr partager des savoirs pour penser et construire nos quotidiens, nos vies, nos luttes au-delà de nouvelles recherches.

Un domaine de recherche en expansion

La préparation de ce *Grand angle* nous a permis de constater la richesse actuelle des études sur l'antiféminisme. Formant aujourd'hui un véritable sous-champ de la recherche féministe, les travaux sur l'antiféminisme croisent différentes approches disciplinaires (notamment les études littéraires, les études de genre, la sociologie, l'histoire, et plus largement les sciences sociales, le droit, la psychologie et les humanités comme les sciences de la communication et des médias). Malgré leur fort dynamisme, les recherches se concentrent bien souvent sur les pays du Nord, même si certaines s'initient aujourd'hui au-delà de ces aires (Khosravi Ooryad, 2023;

2024). Outre des contextes sociopolitiques plus ou moins favorables à leur développement, plusieurs facteurs semblent avoir des effets concrets sur cette évolution. À titre d'exemple, la première élection de Trump a été un puissant catalyseur de la recherche scientifique sur l'antiféminisme, dont la production a alors connu une hausse significative (Blais *et al.*, 2023: 8), rappelant qu'elle répond à une véritable nécessité sociale et politique. Dans l'espace francophone, le Québec, marqué par l'attentat antiféministe de Polytechnique en 1989 (Blais *et al.*, [2009] 2024), s'est imposé comme un centre important de cette production de savoirs. Depuis 2016, le Réseau québécois en études féministes (RéQEF) abrite un chantier de recherches sur l'antiféminisme, coordonné par Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri, qui ont notamment codirigé avec Christine Bard l'ouvrage collectif *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui* (2019). Le travail de veille bibliographique que mène le RéQEF rend bien compte de la vitalité de ce domaine de recherche. Tandis qu'en 2015, plus de 650 travaux scientifiques sur l'antiféminisme, en français ou en anglais, y étaient recensés, pas moins de 1282 références sont décomptées lors de sa mise à jour en 2023 (Blais *et al.*, 2023). Même constat de l'autre côté de l'océan, comme en atteste l'expansion des travaux en allemand sur ce sujet qu'a bien identifiée le projet *Antifeminismus begegnen* [Affronter l'antiféminisme].

Par ailleurs, au-delà d'une hausse quantitative, la production de savoirs sur l'antiféminisme s'est enrichie des mises en perspective sociohistoriques et des dialogues ouverts entre chercheur·ses travaillant dans et sur différentes aires géographiques. Emblématique de cette dynamique, le numéro sur «les antiféminismes» des *Cahiers du Genre* (2012), élaboré conjointement avec la revue québécoise *Recherches féministes*, donnait à voir la variété des champs d'action des antiféministes et leurs stratégies pour tenter de silencer les voix multiples des féminismes dans différents lieux et sociétés. Dès lors, l'antiféminisme s'est accordé au pluriel, comme en témoignent les titres des ouvrages subséquents, tels que celui coordonné par Francis Dupuis-Déri et Diane Lamoureux (2015) qui analyse le discours réactionnaire des antiféminismes, ou celui précédemment cité qui étudie les différentes expressions de ce mouvement depuis le 19^e siècle (Bard *et al.*, 2019). Cette évolution, qui pourrait paraître à première vue insignifiante, est pourtant le marqueur d'une progression des connaissances sur ce mouvement réactionnaire, qui résulte de la cumulativité des savoirs produits par les recherches féministes. Ainsi, elle révèle le polymorphisme et la plasticité de l'opposition aux féminismes, et donc la nécessité d'une appréhension dynamique de ses composantes plurielles et de leurs interactions, comme de son imbrication avec d'autres formes de haine. Offrant bien plus qu'une cartographie des sous-groupes, les analyses féministes nous permettent aujourd'hui de mieux nous repérer dans cette «néculeuse» antiféministe (Devreux et Lamoureux, 2012) grâce aux typologies produites à partir de leurs registres discursifs et d'actions (Blais, 2012) et selon leurs causes (anti-suffragistes, anti-avortement, anti-genre, etc.), mais surtout d'identifier avec plus d'acuité les manifestations de

l'antiféminisme dans nos vies. Car, comme nous le rappellent autant la littérature scientifique que nos expériences, nous le côtoyons au quotidien et aucun milieu social n'est à l'abri, pas même (surtout pas !) l'université. Au-delà d'une invitation à la vigilance quant aux signes apparents de l'antiféminisme et à prolonger l'analyse de ses formes « de gauche », ce constat nous force collectivement à nous tenir informées de la diversité des savoirs produits par les réseaux féministes et à nous en emparer pour faire front.

Un dialogue nécessaire en amont d'une incursion en univers hostile

Mais comment identifier l'antiféminisme ? Que recouvre-t-il concrètement ? Pourquoi faut-il le différencier du sexe ordinaire et de la misogynie ? Comment s'articule-t-il avec le masculinisme et d'autres mouvements réactionnaires ? Quelles sont ses relations avec le féminisme ? Dans quelle mesure peut-on parler de *backlash* ? Pour répondre à ces questions et plus largement dresser un panorama de l'évolution de l'antiféminisme ces vingt dernières années, nous nous sommes d'abord tournées vers deux spécialistes Debbie Ging et Mélissa Blais qui, à travers l'exercice de l'entretien croisé, ont généreusement partagé leur expertise scientifique et leurs savoirs expérientiels. Pour chacune, l'attaque du 6 décembre 1989 a constitué un événement décisif dans sa trajectoire. Alors qu'un jeune homme venait de commettre un attentat à l'École polytechnique de Montréal, assassinant 14 femmes et blessant 14 autres victimes, les médias ont collectivement nié le motif antiféministe pourtant explicite et revendiqué de cet acte.

Durant les années suivantes, le discours antiféministe s'impose dans diverses productions culturelles et populaires, s'appuyant sur l'idée fausse d'une égalité « déjà là ». En Grande-Bretagne, les médias relaient largement les représentations d'une « masculinité virile » et d'une « féminité hypersexualisée » comme celle d'une « guerre des sexes », le tout patiné d'une prétendue « ironie ». Un discours de « défense de la cause des hommes » se diffuse alors progressivement, favorisé par ailleurs par le développement d'internet et tout particulièrement l'arrivée des réseaux sociaux, qui favorisent les mises en contact et les échanges entre les acteur·rices de ce que l'on désigne aujourd'hui comme la manosphère. Dans cet entretien, Mélissa Blais et Debbie Ging offrent donc des clés précieuses pour décoder cet univers hostile qu'est l'antiféminisme, composé de groupes aux noms et théories singulières, qu'il s'agisse d'*« Incels »* ou de « théorie de la pilule rouge » pour n'en citer que deux.

De plus, cet échange fournit des éléments de compréhension quant à la faible proportion de recherches ancrées dans des enquêtes empiriques menées par observation et entretien auprès d'acteur·rices et de groupes antiféministes, un constat qui nous a interrogées lors des recherches préalables menées en vue de l'élaboration de ce *Grand angle*. En effet, si l'antiféminisme

et ses actions sont renseignées par l'analyse des archives ou de documents et textes contemporains, il semblerait que les chercheur·ses conservent une certaine distance – temporelle ou relationnelle – avec les protagonistes de ce mouvement. Existerait-il des obstacles spécifiques à de telles investigations, en amont du terrain d'enquête ou durant sa réalisation ? Serait-ce dû à des modalités singulières de contrôle de l'information par ces acteur·rices ? Quel imaginaire ces groupes drainent-ils et quelles craintes suscitent-ils pour que l'on ne s'en approche pas de trop près ?

Cette dimension distingue fortement l'antiféminisme d'autres objets d'enquête investis par les sciences sociales. Les méthodes de la recherche qualitative paraissent inadaptées dans un contexte où les chercheuses, bien souvent affiliées aux unités d'études genre, constituent précisément la cible d'investigations et d'attaques de certains acteurs de l'antiféminisme. Les torrents de haine déversés contre elles et contre leurs approches font clairement barrage à la mise en œuvre des méthodes classiques de la recherche empirique. Au vu des menaces et de la violence de leur expression, on pourrait même craindre qu'une exposition directe aux sujets équivaille à une mise en danger des enquêteur·rices. Quant à avancer masqué·e, même si cela n'est pas impossible (Hadj Kaddour et Waldspuehl, 2022), mener l'enquête de la sorte implique un travail supplémentaire, non seulement émotionnel, de protection, mais aussi de justification au regard de la formalisation actuelle de l'éthique en sciences sociales. Malgré les obstacles et les risques, les chercheuses ne s'effacent pas sur ces terrains (Cascio Ingurgio, 2019) et n'ont de cesse de faire preuve de créativité, notamment à travers la mise en œuvre de méthodes alternatives telles que la *remote ethnography* [ethnographie à distance].

À cet égard, les réseaux sociaux constituent un terrain d'observation de premier plan. D'abord, parce qu'ils sont les réceptacles privilégiés des discours antiféministes, des lieux fédérateurs qui leur offrent des conditions d'expression favorables : les membres des groupes antiféministes et les contributeurs aux diverses publications ont la possibilité d'y être actifs et visibles, tout en demeurant dans l'ombre, cachés derrière des pseudonymes. Ils ne craignent pas de devoir faire face à des sanctions pénales alors même qu'elles sont formalisées dans des textes de loi dans la plupart des pays où ces sites internet sont hébergés. Si le dépôt de plainte est toujours possible, la police reste pauvrement équipée face à ce fléau et se révèle peu motivée par un travail fastidieux dans un domaine qu'elle maîtrise mal. Cette situation fait d'internet un eldorado de l'antiféminisme. Ses discours et attaques peuvent alors s'y déployer en toute impunité (ou presque), servant volontiers de caisse de résonance aux événements qui se déroulent dans le monde social dit analogique (Ging, 2019). Car ce n'est pas parce que l'univers virtuel offre d'immenses avantages à l'antiféminisme que ses tenant·es entendent s'y confiner. Leurs discours s'imposent aussi dans le champ politique, et freinent l'avancée des droits des femmes et des personnes LGBTQI+, voire les font reculer, comme le rappellent les articles du *Grand angle*.

Des traductions pour dépasser nos frontières

Contrairement à nos usages, nous n'avons pas lancé d'appel à contribution pour ce *Grand angle*, afin de privilégier la traduction de textes publiés dans d'autres langues, qui proposent des analyses ancrées dans des travaux empiriques menés dans des contextes non francophones ou l'appréhendant à un niveau supranational, complétant ainsi des travaux récemment publiés sur l'anti-genre, notamment en Afrique (*Politique africaine*, 2022). Nous souhaitions dépasser l'obstacle que peut représenter la langue dans la compréhension de ce mouvement social, faire des pas de côté, et ainsi décentrer notre regard. En dévoilant la manière dont il s'exprime à travers le monde, nous entendions en proposer une vision plus globale. Les chercheuses dont nous avons traduit les articles montrent comment les antiféministes développent un contre-discours qui vise à détruire le féminisme et à entretenir ou réinstaurer un ordre social patriarcal où les femmes et leur corps sont mis à disposition des hommes.

Ce *Grand angle* propose des analyses de l'antiféminisme à différentes échelles. Deux d'entre elles s'intéressent à des terrains nationaux qui apparaissent rarement dans les colonnes de *NQF*, la Grèce et la Chine. La contribution de Marianthi Anastasiadou et Jasmine Samara montre comment le parti fasciste grec Aube dorée, aujourd'hui interdit (Kourounis, 2016; 2021), a investi la question des droits des femmes pour développer un discours antiféministe et profondément réactionnaire, par l'intermédiaire de femmes, membres et élues. À partir du traitement des déclarations écrites de ces dernières et des archives parlementaires de 2007 à 2019, les autrices révèlent comment sont dénigrées les avancées sociales dont bénéficient les femmes en Grèce. Prétendant que l'égalité entre groupes sociaux de sexe serait concrètement déjà réalisée, Aube dorée insiste sur l'importance de restaurer la place des femmes dans la société grecque en se référant à un hypothétique idéal antique qui leur conférerait une place honorifique en tant que reproductrices de la Nation. La problématique des violences sexuelles et sexistes est aussi détournée au profit d'un discours de haine à l'endroit des hommes musulmans, alimentant un autre cheval de bataille du parti, l'exclusion des étranger-ères. Ainsi, selon Aube dorée, les femmes grecques n'auraient rien à craindre de leurs compatriotes, la menace viendrait exclusivement des hommes musulmans, considérés comme étrangers par le parti quelle que soit leur nationalité. Les féministes sont alors accusées de défendre les personnes étrangères au lieu de protéger les femmes grecques. On l'aura compris, la rhétorique antiféministe recèle de nombreuses pistes qui permettent à Aube dorée de distiller son discours réactionnaire et haineux. Ce dernier s'inscrit dans le fémonationalisme analysé par Sara Farris (2017).

Dans un deuxième article, Qiqi Huang fournit, quant à elle, une analyse minutieuse des stratégies mobilisées par les antiféministes chinois·es pour expulser les féministes d'une plateforme de réseaux sociaux populaire à

l'échelle nationale - Weibo - et pour les forcer au silence. À partir d'observations de comptes féministes influents dans cet espace et d'entretiens menés avec des contributrices de comptes féministes, l'autrice met en évidence la manière dont les acteurs de l'antiféminisme opèrent en ligne de 2017 à 2020, pour contrer un mouvement féministe qui bénéficie d'une visibilité croissante ces dernières décennies. Ils diabolisent les féministes, qu'ils qualifient tour à tour de « femmes déviantes », de « traitresses à la Nation », de « personnes liées aux islamistes » ou de « fausses féministes », ce qui leur permet de détourner l'attention du public des inégalités systémiques entre groupes de sexe pour l'orienter vers l'antagonisme entre féministes et antiféministes. S'adossant au nationalisme et à l'islamophobie, ils tentent de dépolitisier le féminisme, avec pour conséquence de restreindre l'appréhension des oppressions intersectionnelles qui affectent les vies des femmes.

À une échelle plus globale, mais avec des effets non moins concrets, Rebecca Sanders et Laura Dudley Jenkins analysent les conséquences de l'arrivée au pouvoir des conservateurs populistes pour les droits des femmes dans les arènes internationales, et surtout pour les politiques de soutien à la contraception et à la possibilité des femmes du Sud global de maîtriser leur fécondité. En fondant leur propos sur l'analyse de documentations produites, tout particulièrement durant les années 2010 par l'Organisation des Nations Unies (ONU), les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG), elles montrent que l'offensive antiféministe se décline en trois temps. Premièrement, elle cherche à *contrôler* les espaces de décision des politiques, notamment par les financements. Deuxièmement, elle vise à *altérer* ces politiques, par exemple en éliminant l'avortement des options offertes par les ONG de planning familial. Enfin, elle *détruit* les fondements des droits des femmes dans l'ensemble des droits humains en éliminant non seulement une palette de possibles, mais aussi des termes comme « genre » ou « santé et droits reproductifs et sexuels ». Cette stratégie vise également à évincer les droits des femmes en les opposant à d'autres prétendus droits comme la liberté religieuse.

Enfin, l'article de Sara Kalm et Anna Meeuwisse se place à un niveau plus théorique tout en nourrissant largement sa démonstration d'exemples concrets. En s'appuyant sur la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth - selon laquelle les luttes sociales cherchent à obtenir la reconnaissance de métavaleurs morales -, elles développent un cadre analytique qui considère la dimension morale des contre-mouvements et l'appliquent au cas de l'antiféminisme. Leur approche vise à affiner notre connaissance des interactions entre féminisme et antiféminisme, pour parer deux écueils des recherches sur celui-ci: d'une part, réduire les motivations de leurs membres à des préoccupations purement instrumentales et, d'autre part, livrer une vision homogène d'un mouvement antiféministe aux composantes plurielles. En développant des exemples autour de la droite chrétienne, des mouvements des droits des hommes et de la manosphère, leur étude montre que la

rhétorique antiféministe de ces trois entités puise dans un répertoire conservateur bien plus étendu. En fin de compte, celles-ci s'inscrivent dans un courant réactionnaire dont l'antiféminisme n'est qu'une manifestation parmi d'autres.

Apprendre pour se défendre collectivement contre l'antiféminisme et le prévenir

La lecture de ce *Grand angle* peut sans doute provoquer un certain effroi tant l'étendue du phénomène est préoccupante. Cependant, notre objectif est avant toute chose de nous donner des moyens de le contrer. Quels éléments peut-on puiser dans ces articles pour une autodéfense collective contre l'antiféminisme ? En 2013, un collectif de Grenoble publiait une brochure qui a largement circulé sous le titre *Contre le masculinisme : petit guide d'autodéfense intellectuelle*. Ce document s'inspirait largement des travaux de la recherche féministe pour restituer une analyse très fine de cette forme d'antiféminisme qu'est le masculinisme. La démarche sous forme de « guide d'autodéfense intellectuelle » consistait à mettre l'objet en contexte en le définissant, à analyser deux de ses thèmes de prédilection (la garde des enfants et la violence) et à mettre en perspective la prétendue « crise de la masculinité », mythe encore tenace (Dupuis-Déri, 2018).

Cette démarche nous a paru féconde parce qu'elle permettait aussi de montrer que le discours masculiniste, tout comme l'antiféminisme, avance souvent masqué. Il prétend révéler les pseudo-« travers » des acquis féministes, en dénonçant par exemple les droits prétendument bafoués des pères séparés, ou la violence qui toucherait au moins autant les hommes que les femmes. Des positions qui permettent aux collectifs masculinistes de siéger dans les programmes de lutte contre la violence conjugale ou de participer à l'élaboration de politiques publiques et d'obtenir des financements. Ce *Grand angle* a pour objectif de nous aider chacun·e et collectivement à affûter notre regard, à identifier les situations où les revendications de droits s'opposent à ceux des personnes minorisées par la domination patriarcale et à reconnaître le caractère antiféministe de ces démarches pour les requalifier. Les droits des pères, les droits des fœtus, en ce qu'ils constituent une nouvelle forme d'assujettissement des femmes, ne sont pas des droits légitimes, ils ne sont que des instruments de coercition déguisés. D'où l'importance de pouvoir compter sur des études approfondies de ces phénomènes afin d'être capables de démasquer les stratégies de reprise de pouvoir sur les femmes et les personnes LGBTQI⁺.

Ensuite, il nous paraît primordial de rester vigilant·es quant aux détournements des droits des femmes et des personnes LGBTQI⁺ au service d'autres formes d'oppression. Au fond, la mise en concurrence des groupes sociaux qui subissent la domination est une tactique ancienne du pouvoir patriarcal.

Les discours d'Aube dorée sur les droits des femmes illustrent tout à fait ce type de détournement à des fins racistes. Un féminisme matérialiste qui considère le monde social dans son ensemble doit être capable d'identifier ces tentatives, première étape nécessaire pour contrer les mouvements réactionnaires et avancer vers un monde plus juste et égalitaire. Cela implique dès lors d'identifier les nouvelles stratégies mises en œuvre par les antiféministes visant la réappropriation des corps des femmes par les hommes, mais aussi de prendre en compte l'ensemble des personnes soumises au joug des différentes formes d'oppression.

Si la diffusion des savoirs sur l'antiféminisme nous semble constituer un point de départ pour nous en défendre, l'initiative de collectivisation pour élaborer des outils pratiques pour ce faire (Blais et Chrétien, 2018) doit être prolongée et en permanence réactualisée. Enfin, puisque nous croyons, comme Mélissa Blais et Debbie Ging, à la force du collectif, il est urgent d'ouvrir un dialogue entre ce type d'actions et celles collégialement menées dans le champ de la prévention: comment éduquer les hommes - mais aussi les femmes d'aujourd'hui et de demain ? À qui incombe la responsabilité pour que ce travail éducationnel ne soit pas délégué exclusivement aux féministes, et plus largement aux femmes ? Comment penser les interventions pour prévenir l'adoption et la diffusion de postures, de discours et d'actes antiféministes, qui nuisent à la santé et au bien-être des femmes, et même bien au-delà - comme nous le rappellent de récentes productions culturelles (Thorne et Graham, 2025) ? En plus de nous outiller pour penser nos stratégies de lutte, puisse ce *Grand angle* contribuer à prévenir la violence et le mal-être que génère l'antiféminisme et à nous en protéger. ■

À propos de la couverture

En écho à la portée globale et transhistorique de ce numéro, la couverture présente une affiche créée en 1981 par le See Red Women's Workshop, un collectif artistique féministe anglais.

Afin de gagner la sympathie des femmes lors de la constitution du Parti communiste chinois en 1949, et de s'assurer qu'elles œuvrent au foyer, au travail, et même dans les airs, Mao Zedong déclare que «les femmes portent la moitié du ciel». Contestant l'utilisation de cette rhétorique égalitaire à des fins d'exploitation sexistes, le See Red décide d'amender l'argument: les femmes portent *plus* que la moitié du ciel.

Références de l'image

Titre: *Women Hold Up More Than Half The Sky*

Autrice: See Red Women's Workshop

Date: 1981

Média: Impression, 63,5 x 45 cm.

Références

- Amnesty, 2025, «À qui appartient le corps des femmes?» *Magazine Amnesty*, 120.
- Antifeminismus begegnen**, en ligne: [<https://antifeminismus-begegnen-mediathek.de/de/>].
- 2022, «L'anti-genre en Afrique. Une catégorie globale en pratiques», *Politique africaine*, 4 (168).
- Bard**, Christine, 1999, *Un siècle d'antiféminisme*, Paris: Fayard.
- Bard**, Christine, **Blais**, Mélissa et **Dupuis-Déri**, Francis, 2019, *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris: PUF.
- Blais**, Mélissa, 2009, «J'hais les féministes!», in *Le 6 décembre 1989 et ses suites*, Montréal: Éditions du Remue-ménage.
- Blais**, Mélissa, 2012, «Y a-t-il un "cycle de la violence antiféministe"? Les effets de l'antiféminisme selon les féministes québécoises», *Cahiers du Genre*, 52, 167-195.
- Blais**, Mélissa et **Chrétien**, Marie-Soleil, 2018, *Votre antiféminisme, nos répliques: de l'humour à l'affrontement physique*, L'R des centres de femmes du Québec, en ligne: [<https://sac.uqam.ca/upload/files/Guidedautodefense.pdf>].
- Blais**, Mélissa, **Dupuis-Déri**, Francis, **Kurtzman**, Lyne et **Payette**, Dominique (dir.), [2009] 2024, *Retour sur un attentat antiféministe*. École polytechnique de Montréal, 6 décembre 1989, Montréal: Éditions du Remue-ménage.
- Blais**, Mélissa, **Dupuis-Déri**, Francis, **Mayer**, Stéphanie, **Morency**, Sophie-Anne et **Veillette**, Anne-Marie, 2023, *Bibliographie de l'antiféminisme, chantier sur l'antiféminisme*, en ligne: [https://reqef.uqam.ca/wp-content/uploads/2023/04/Reqef_bibliographie_8-5x11_final_web.pdf].
- Cascio Ingurgio**, Caterina, 2019, «*Gender, se lo conosci lo eviti*: une ethnographie des mouvements «anti-genre» en France et en Italie», mémoire de Master, Neuchâtel: Institut d'ethnologie.
- Collectif, 2013, *Contre le masculinisme: guide d'autodéfense intellectuelle*, en ligne: [<https://www.centre-hubertine-aulcrt.fr/sites/default/files/medias/egalitheque/documents/contre-le-masculinisme-web.pdf>].
- Devreux**, Anne-Marie, 2004, «Les résistances des hommes au changement social: émergence d'une problématique» (Introduction), *Cahiers du Genre*, 36, 5-20.
- Devreux**, Anne-Marie, 2009, «"Le droit, c'est moi". Formes contemporaines de la lutte des hommes contre les femmes dans le domaine du droit», *Nouvelles Questions Féministes*, 28 (2), 36-51.
- Devreux**, Anne-Marie et **Lamoureux**, Diane, 2012, «Les antiféminismes: une nébuleuse aux manifestations tangibles», *Cahiers du Genre*, 52, 7-22.
- Dupuis-Déri**, Francis, 2018, *La crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Montréal: Éditions du Remue-ménage.
- Faludi**, Susan, 1991, *Backlash. The undeclared war against women*, New York: Crown Publishers.
- Farris**, Sara R., 2017, *In the name of women's rights: the rise of femonationalism*, Durham: Duke University Press.
- Ging**, Debbie, 2019, «Alphas, betas, and incels: Theorizing the masculinities of the manosphere», *Men and Masculinities*, 22 (4), 638-657.
- Hadj Kaddour**, Fella et **Waldispuehl**, Elena, 2022, «Réflexions sur les enjeux d'accessibilité et de protection des données sensibles: pour une rencontre éthique lors d'enquêtes ethnographiques en ligne», *Politique et Sociétés*, 41 (3), 231-240.
- Khosravi Ooryad**, Sama, 2023, «Alt-right and authoritarian memetic alliances: Global mediations of hate within the rising Farsi manosphere on Iranian social media», *Media, Culture & Society*, 45 (3), 487-510.
- Khosravi Ooryad**, Sama, 2024, «Memeing back at misogyny: Emerging meme-feminism, visual tactics, and aesthetic world-building on Iranian social media», *Feminist Media Studies*, 24 (5), 984-1003.
- Kourounis**, Angélique, 2016, *Aube dorée: une affaire personnelle*, Omnia TV, documentaire, 90 min.
- Kourounis**, Angélique, 2021, *Aube dorée l'affaire de tous - Quelle résistance?*, Anmato productions, documentaire, 117 min.
- Lamoureux**, Diane, 2019, «L'antiféminisme comme conservatisme», in Bard, Christine, Blais, Mélissa et Dupuis-Déri, Francis (dir.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris: PUF, 51-77.
- Lamoureux**, Diane et **Dupuis-Déri**, Francis, 2015, *Les antiféminismes: analyse d'un discours réactionnaire*, Montréal: Éditions du Remue-ménage.
- Planert**, Ute, 1998, *Antifeminismus im Kaiserreich: Diskurs, soziale Formation und politische Mentalität*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.
- Thorne**, Jack et **Graham**, Stephen, 2025, *Adolescence, it's all made up*, minisérie de 4 épisodes, Matriarch Productions, One Shoe Films, Plan B Entertainment, Warp Films.